

Multilatéralisme et diplomatie, remèdes miracles de "l'après" ?

(See English translation below)

Dans les flux d'informations se déversant chaque jour autour de la pandémie du COVID-19, une journée-anniversaire internationale est passée un peu inaperçue vendredi dernier, alors que sa thématique sous-tend la majorité des débats sur "l'après" crise sanitaire dans le monde. Nous avons en effet célébré, pour la seconde fois seulement, il est vrai, la **Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix**.

Celle-ci avait été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/73/127) , le 12 décembre 2018, et fut célébrée pour la première fois le 24 avril en 2019. C'était une demande des pays non-alignés et elle fut adoptée malgré l'opposition des États-Unis et Israël. Les **concepts portés par cette journée sont essentiels** pour accomplir des progrès en matière de paix et de sécurité, de développement durable et de droits de l'homme qui sont les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies. Il faut rappeler que l'engagement de régler les différends par des moyens pacifiques et non par la force fait partie des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies dont nous fêtons en octobre prochain le 75e anniversaire. La pandémie de COVID-19 montre à quel point, aujourd'hui, nous vivons dans un monde interdépendant : "*Nous sommes tous dans le même bateau*", a déclaré à juste titre, Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU.

Or que constatons-nous ? Dans cette situation dramatique, les débats lancés à l'échelle internationale cachent mal **les rivalités de puissance** sous-jacentes. Les États-Unis relancent leur confrontation avec la Chine, inquiets de l'influence de celle-ci dans un certain nombre d'institutions, du fait de sa politique de présence et de lobbying. Les autres puissances occidentales lui emboîtent le pas, Emmanuel Macron suit à sa manière, les grands journaux français multiplient les articles, au contenu souvent plus idéologique que vraiment rigoureux : "*L'OMS, une organisation affaiblie face à la stratégie sanitaire chinoise*" (Le Monde), "*Comment la Chine tire les ficelles de l'Organisation mondiale de la santé*" (Le Figaro), "*La Chine profite de la pandémie pour infiltrer l'OMS*" (Valeurs actuelles).

Cette polémique rappelle que le système multilatéral actuel, et notamment le système onusien, est **un système intergouvernemental**, reposant en permanence sur des compromis entre les intérêts des États qui tous, essaient d'y gagner des positions idéologiques (le "*soft-power*"). Le reproche fait à la Chine pour l'OMS vaut pour la France et l'Unesco, par exemple. En permanence, doit donc se créer une pression diplomatique et d'opinion pour que les intérêts de la communauté prennent le pas sur les intérêts égoïstes des États. Or aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 est une tragédie qui vient nous rappeler à quel point nous sommes unis les uns aux autres. Pour combattre le virus, "*il nous faut œuvrer, ensemble, comme une même famille humaine*" a rappelé Antonio Guterres, affirmant avec force, « *Le temps est maintenant à l'unité* ».

Il est clair que l'action de l'OMS est absolument **essentielle** aux efforts menés au niveau mondial pour gagner la guerre contre la COVID-19. Le débat sur le rôle de l'OMS dans la déclaration de la pandémie doit certes rester ouvert, tout comme la manière dont les grands pays ont abordé l'analyse de cette crise, mais je partage l'opinion, pourtant très critique sur le rôle de la Chine, du spécialiste de l'Institut Montaigne, François Godement, le 24 mars dernier : "*La mutualisation des efforts que l'OMS permet - même si elle n'est pas en mesure d'atteindre cet objectif par elle-même - , tout comme sa capacité à relayer les informations, les "meilleures pratiques" et des lignes directrices, restent irremplaçables*".

Et à côté de l'OMS, on voit combien les autres institutions des Nations unies sont, elles aussi, **irremplaçables** dans cette situation de crise, que ce soit la FAO pour empêcher que la faim dans le monde ne refasse un bond, l'UNRWA pour empêcher que les camps de réfugiés n'exploient sous la contamination, etc..

Combattre la politique d'affrontement international brutal d'un Donald Trump, privilégier toujours la diplomatie et les réponses politiques aux crises, sont donc essentiels et on peut se féliciter

qu'Emmanuel Macron s'efforce d'obtenir depuis quinze jours que le Conseil de sécurité et d'abord les cinq "Grands" se mettent d'accord pour soutenir et renforcer la coopération internationale, mais... **Est-ce suffisant ?**

Antonio Guterres a eu une parole forte le 24 avril en affirmant : "**Il ne suffit pas de clamer les vertus du multilatéralisme : nous devons continuer à prouver qu'il est plus qu'utile**".

Pour le responsable de l'ONU, il faut explorer deux directions, la première est "**un multilatéralisme en réseau**, dans lequel la coopération entre toutes les organisations multilatérales mondiales soit renforcée et auquel les organisations régionales puissent apporter une contribution vitale".

Cela pose la question du renforcement notamment des **liens de l'Union européenne et de l'ONU**. Pour moi, comme je l'ai déjà souvent écrit, la vocation de l'Union européenne n'est pas de devenir un pôle de puissance d'affrontement mais un **pôle de puissance positive**, au service de la paix, de la prévention des conflits et du développement durable. C'est dans ce sens que peut se concevoir une coopération militaire européenne, éventuellement pour aider les Nations unies dans les processus de rétablissement et consolidation de la paix. C'est d'ailleurs cette orientation qui permettrait un dépérissement progressif du rôle de l'OTAN et de sa disparition à terme.

La deuxième idée avancée par Antonio Guterres est celle "**d'un multilatéralisme inclusif**, qui repose sur des liens étroits avec la société civile, les entreprises, les autorités locales et régionales et les autres parties prenantes...".

C'est une idée, elle aussi importante, surtout en cette année du 75e anniversaire de la création des Nations unies. Le multilatéralisme aujourd'hui ne peut reposer sur la seule coopération entre États.

Il faut inventer, imaginer de nouvelles solutions, mais qui doivent reposer sur un postulat fondamental : **les peuples et l'humain** (le "*We, the people*" de Koffi Annan, reprenant la première phrase de la Charte des Nations unies) **doivent être au centre** des politiques internationales. Un multilatéralisme "*inclusif*" : il est nécessaire que ce concept émerge du débat sur **toute réforme de l'organisation onusienne** et irrigue, par exemple, la réflexion sur une meilleure représentation des États émergents comme nouveaux membres permanents au Conseil de sécurité, et une **représentation plus directe des peuples** à côté de l'Assemblée générale des États, avec la création d'Assemblée des peuples, une Assemblée parlementaire mondiale ?

Alors, oui, dans le monde d'aujourd'hui, il ne "*suffit pas de clamer les vertus du multilatéralisme*", "encore **faut-il le faire plus clairement** : tous les progressistes, en particulier, doivent réaffirmer plus haut, plus fort, qu'un monde meilleur sera forcément un monde de coopérations multiples, plaçant **sécurité humaine et culture de paix** au coeur de ses objectifs, proclamer sans restriction et contorsion de langage, que ce monde se développera au sein de notre maison commune, les Nations unies. Deuxièmement, cet engagement doit se traduire dans des actions politiques concrètes face à cette pandémie qui est aussi une crise mondiale multi-facettes, prioritairement, selon moi, autour de ces grands objectifs : "*cessez le feu mondial*", "*baisse des dépenses d'armements au service du développement et de la transition énergétique*". Alors, **oui, multilatéralisme et diplomatie seront parmi les remèdes miracles essentiels de "l'après"**.

Multilateralism and diplomacy, miracle cures for the "after" ?

In the daily flow of information surrounding the COVID-19 pandemic, an international anniversary day went somewhat unnoticed last Friday, even though its theme underpins most of the debates on the "after" health crisis in the world.

Indeed, we celebrated, admittedly only for the second time, the International Day of Multilateralism and Diplomacy for Peace.

This was proclaimed by the United Nations General Assembly (A/RES/73/127) on 12 December 2018, and was celebrated for the first time on 24 April 2019. It was a request of the non-aligned countries and was adopted despite the opposition of the United States and Israel. The concepts carried by this day are essential to achieve progress in peace and security, sustainable development and human rights, which are the three pillars of the United Nations. It should be recalled that the commitment to resolve disputes by peaceful means and not by force is one of the fundamental principles of the United Nations Charter, whose 75th anniversary we will celebrate next October.

The COVID-19 pandemic shows the extent to which today we live in an interdependent world: "We are all in the same boat", UN Secretary-General Antonio Guterres rightly said. But what do we see? In this dramatic situation, the debates launched at the international level do little to conceal the underlying power rivalries. The United States is re-launching its confrontation with China, worried about the latter's influence in a number of institutions, due to its presence and lobbying policy. The other Western powers follow suit, Emmanuel Macron follows in his own way, the major French newspapers multiply articles, often with content that is more ideological than really rigorous: "The WHO, an organisation weakened in the face of China's health strategy" (Le Monde), "How China is pulling the strings of the World Health Organisation" (Le Figaro), "China takes advantage of the pandemic to infiltrate the WHO" (Valeurs actuelles). This polemic reminds us that the current multilateral system, and in particular the UN system, is an intergovernmental system, permanently based on compromises between the interests of States, which all try to win ideological positions (the "soft power"). The criticism levelled at China for the WHO applies to France and UNESCO, for example.

There must therefore be constant diplomatic pressure to ensure that the interests of the community take precedence over the selfish interests of States. Today, however, the COVID-19 pandemic is a tragedy that reminds us how united we are. To fight the virus, "we must work together as one human family," Antonio Guterres reminded us, forcefully asserting, "The time has come for unity. It is clear that WHO's action is absolutely essential to global efforts to win the war against COVID-19. The debate on the role of WHO in declaring the pandemic must certainly remain open, as must the way in which the major countries have approached the analysis of this crisis, but I share the opinion, which is very critical of the role of China, of the specialist from the Montaigne Institute, François Godement, on 24 March last: "The pooling of efforts that the WHO makes possible - even if it is not able to achieve this objective on its own - as well as its ability to relay information, best practices' and guidelines, remain irreplaceable'.

And alongside the WHO, we can see how irreplaceable the other United Nations agencies are in this crisis situation, whether it is the FAO to prevent world hunger from taking another leap forward, UNRWA to prevent refugee camps from exploding under contamination, etc. Fighting the policy of brutal international confrontation of a Donald Trump, always favouring diplomacy and political responses to crises, are therefore essential and we can be pleased that Emmanuel Macron has been trying for the past fortnight to get the Security Council and first of all the five "Great" countries to agree to support and strengthen international cooperation, but ... Is that enough?

Antonio Guterres had a strong word on 24 April when he said: "It is not enough to proclaim the virtues of multilateralism: we must continue to prove that it is more than useful".

For the head of the UN, two directions must be explored. The first is "a networked multilateralism, in which cooperation between all the world's multilateral organizations is strengthened and to which regional organizations can contribute their expertise".

That raises the question of strengthening the ties between the European Union and the United Nations. For me, as I have often written, the vocation of the European Union is not to become a pole of confrontational power but a pole of positive power, in the service of peace, conflict prevention and sustainable development. It is in this sense that European military cooperation can be conceived, possibly to help the United Nations in the processes of peacemaking and peace-building. It is, moreover, this is the direction that would allow NATO's role to gradually wither and eventually disappear.

The second idea put forward by Antoinio Gutterès is that of "an inclusive multilateralism, based on close links with civil society, business, local and regional authorities and other stakeholders. This is an idea that is also important, especially in this year of the 75th anniversary of the creation of the United Nations. Multilateralism today cannot be based on cooperation between states alone. It is necessary to invent, to imagine new solutions, but they must be based on a fundamental postulate: the peoples and the human being (Koffi Annan's "We, the people", taking up the first sentence of the United Nations Charter) must be at the centre of international policies. An "inclusive" multilateralism: it is necessary that this concept emerges from the debate on any reform of the UN organisation and irrigates, for example, the reflection on a better representation of emerging States as new permanent members in the Security Council, and a more direct representation of peoples alongside the General Assembly of States, with the creation of an Assembly of Peoples, a global parliamentary assembly?

So, yes, in today's world, it is not "enough to proclaim the virtues of multilateralism", "it must be done more clearly: all progressives, in particular, must reaffirm more loudly and more forcefully that a better world will necessarily be a world of multiple cooperation, placing human security and a culture of peace at the heart of its objectives, proclaiming without restriction and contortion of language, that this world will develop within our common home, the United Nations. Secondly, this commitment must be translated into concrete political action in the face of this pandemic, which is also a multifaceted global crisis, focusing, in my view, primarily on these major objectives: global ceasefire', reducing arms expenditure in the service of development and energy transition'. So, yes, multilateralism and diplomacy will be among the miracle cures of the "after".